



Réforme du taux d'intérêt du Plan d'épargne logement

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a signé, le 25 janvier 2011, un arrêté modifiant le taux d'intérêt du Plan d'épargne logement (PEL) avec :

- une rémunération plus attractive : pour les PEL ouverts à compter du 1^{er} mars 2011, le taux d'intérêt sera révisé chaque année, selon une formule reposant sur des taux swap, calculé par la Banque de France, le taux est indexé sur la situation économique avec un taux plancher à 2,5 % ;
 - une fiscalité plus lisible : les prélèvements sociaux seront débités chaque année et non plus au moment de la clôture du PEL ou au 10^{ème} anniversaire ;
 - une prise en compte des impacts environnementaux : la prime d'Etat qui est versée aux épargnants qui souscrivent un prêt immobilier en sortie de PEL sera modulée selon l'impact environnemental : 1 525 € pour les logements verts, 1 000 € pour les autres.
- La réforme ne s'applique pas aux anciens plans dont le taux est fixé à 2,5 % depuis août 2003.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Nouvelles autorités européennes de supervision

Les trois nouvelles autorités européennes de supervision des marchés, de la banque et des assurances* installées début janvier 2011 ont désigné leurs dirigeants :

- le Néerlandais, Steven Maijor, à l'Autorité des marchés financiers et valeurs mobilières (AEMF) installée à Paris ;
- le Portugais, Gabriel Bernardino à l'agence européenne pour les assurances et les pensions professionnelles (AEAPP) basée à Francfort ;
- l'Italien, Andrea Enria à l'agence bancaire européenne des banques (AEB) installée à Londres.

Le Comité européen des risques systémiques (CERS) dirigé pendant les cinq premières années par le Président de la BCE (Banque centrale européenne) a tenu sa première réunion le 27 janvier 2011 à Francfort, sous l'égide de son Président, Jean-Claude Trichet, et de Mervyn King son premier vice-président, gouverneur de la Banque d'Angleterre.

*(cf. Lettre de l'Institut d'émission de septembre 2010)

Comité national SEPA

Le Comité national SEPA réuni le 13 janvier 2011 a accepté le calendrier pour l'achèvement de la migration au virement SEPA à juin 2013, et au prélèvement SEPA à juin 2014. Il a cependant exprimé ses inquiétudes sur les exigences techniques et tarifaires imposées par le projet de règlement européen publié par la Commission européenne le 16 décembre 2010.

Outre-mer

1 - Dossier législatif

➤ Habitat informel

La proposition de loi portant disposition particulières relatives à l'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer a été adoptée en première lecture par l'Assemblée nationale.

➤ Collectivités de Guyane et de Martinique

La ministre chargée de l'outre-mer a présenté en Conseil des ministres du 26 janvier 2011, un projet de loi organique portant diverses mesures relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ainsi qu'un projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique.

Ces textes mettent en œuvre l'évolution institutionnelle souhaitée par les électeurs guyanais et martiniquais qui ont choisi le 24 janvier 2010, la création d'une collectivité unique qui exercera les compétences dévolues au département et à la région.

La première élection des membres des assemblées de Guyane et de Martinique aura lieu avant le 1^{er} janvier 2013.

Les textes sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/themes/dossiers-legislatifs-outre-mer-recents.html>

2 – Grappes d'entreprises

Le comité de sélection du second appel à projet pour les grappes d'entreprises, piloté par la DATAR, a retenu cinq projets localisés en outre-mer parmi les 187 déposés au niveau national, soit Guyane (1), Nouvelle-Calédonie (2), Martinique (2). Ces projets viennent s'ajouter aux trois projets retenus en 2010.

Publications

L'emploi dans les DOM entre 1997 et 2007 : une croissance marquée par les dispositifs d'exonération spécifiques

La note n° 007 réalisée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.travail-emploi-sante.gouv.fr/IMG/pdf/2011-007.pdf>

Publications IEDOM

1 – Le chômage empêche la convergence du revenu des ménages entre régions ultramarines et métropolitaines

Dans la collection «Les notes de l'Institut d'émission »

2 – Le microcrédit à la Martinique : un appui au dynamisme de la création d'entreprises ;

3 – Le microcrédit à la Guadeloupe et à Saint-Martin : à la rencontre d'une forte demande

Dans la collection Note expresse série « Eclairage », n° 86 et 87

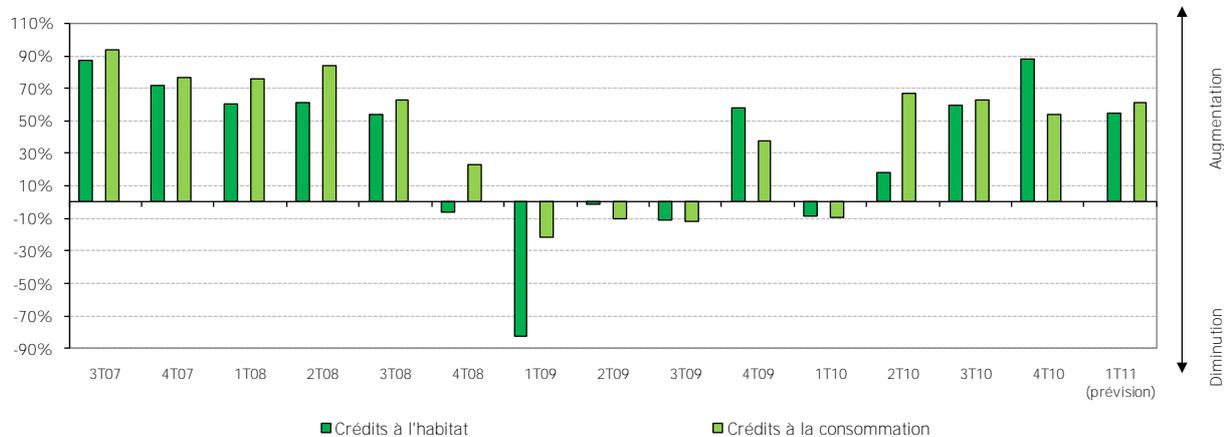
Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une conjoncture bancaire et financière bien orientée au quatrième trimestre 2010

Selon la dernière enquête de conjoncture bancaire et financière, la reprise de la production de crédits bancaires s'est renforcée au second semestre 2010. Le quatrième trimestre a été marqué par une nouvelle amélioration de l'activité d'octroi de crédits notamment sur les segments du crédit à l'habitat des ménages, du crédit à la consommation et des crédits à l'équipement des entreprises, les crédits d'exploitation enregistreraient un rebond de moindre ampleur.

Production des crédits aux particuliers (solde d'opinion)



Source : IEDOM

Dans ce contexte, les principaux indicateurs d'exploitation se redressent, avec une nette progression du produit net bancaire et du résultat net. Le coût du risque, encore impacté par la sinistralité de la clientèle au premier semestre 2010, serait également mieux orienté. Les dirigeants des établissements de crédit anticipent une poursuite de l'amélioration de la conjoncture bancaire au premier trimestre 2011, en lien avec un environnement économique plus favorable.

Publication d'une étude sur le microcrédit à la Martinique :

« Le microcrédit à la Martinique : un appui au dynamisme de la création d'entreprises ».

L'IEDOM a publié une note expresse sur le microcrédit. Ce document, présente les principales caractéristiques du microcrédit à la Martinique, le département étant l'un des plus actifs de l'outre-mer dans ce domaine. Son rôle dans la création d'activité et le soutien à l'emploi est de plus en plus significatif. Cette note sera complétée d'une Note de l'Institut transversale à toutes les géographies de la zone d'intervention de l'Institut.

La demande potentielle de microcrédit est plus importante à la Martinique qu'en France métropolitaine, en raison d'un moindre accès au crédit classique et d'une part plus importante de la population en situation précaire. L'activité de microcrédit (3,1 M€ pour 749 prêts) s'est renforcée en 2009 sous l'effet de la crise économique. Il a ainsi concentré environ 30 % du nombre de microcrédits octroyés dans les DOM. L'encours moyen atteignait 4 412 euros, le public concerné est souvent féminin et constitué majoritairement par des demandeurs d'emploi. Le commerce (46 %) et les services (26 %) totalisent la plus grande part des projets financés.

Le microcrédit contribue à la dynamique de création d'entreprises à la Martinique : environ 450 entreprises ont été créées avec le support du microcrédit en 2009, soit 1 entreprise sur 10. Si l'activité de microcrédit à la Martinique est modeste, comparée à la masse des crédits distribués aux agents économiques, son rôle dans le soutien à l'emploi est de plus en plus significatif.

Cette étude est disponible en ligne sur le site internet : www.iedom.fr.

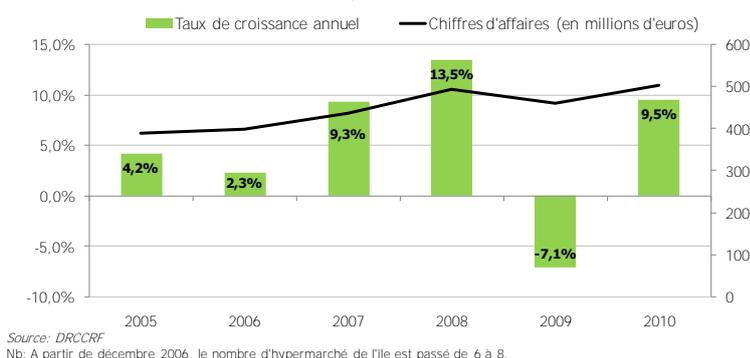
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Grande distribution : rebond de la consommation

A fin décembre 2010, le chiffre d'affaires cumulé des huit hypermarchés de l'île s'établit à 503,5 millions d'euros contre 459,8 millions à fin décembre 2009, soit une progression de 9,5 % sur un an (+1,7 % par rapport à 2008).

Cette hausse tient principalement à la bonne tenue de la consommation en fin d'année. En effet, en décembre 2010, le chiffre d'affaire atteint 63 millions d'euros, soit + 9 % par rapport à l'année précédente. Le secteur n'avait jamais enregistré un résultat comparable sur un mois d'exercice.

Chiffre d'affaires cumulés de la grande distribution cumul de janvier à décembre

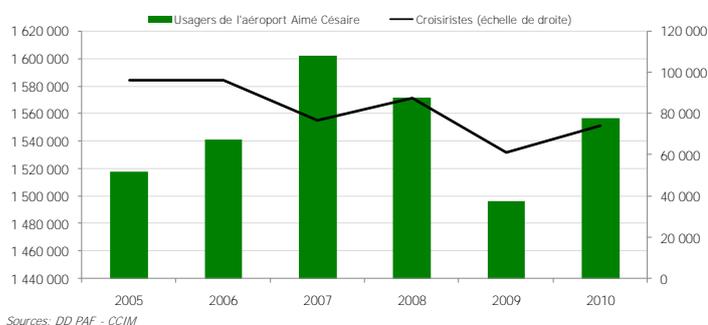


Tourisme : une reprise timide en début de saison

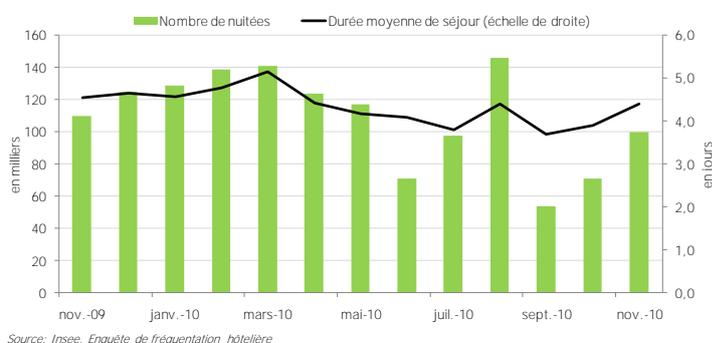
En données cumulées à fin décembre, l'aéroport international Aimé Césaire a accueilli 1 556 678 passagers, soit une hausse de 4 % sur un an. Cette évolution tient aux différentes campagnes promotionnelles affichées par les compagnies aériennes et au redressement de l'activité suite à la dégradation intervenue en 2009 (-4,8 % sur un an). Parallèlement, 74 156 croisiéristes ont fait escale à la Martinique en 2010, soit une hausse de 21,5 % sur un an, en dépit de la réduction du nombre de navires (92 bateaux contre 102 en 2009). Le développement des « journées shopping » entre Sainte-Lucie et la Martinique a permis d'atténuer les mois creux de l'activité (mai à septembre).

Au niveau de l'hôtellerie, la situation n'était pas très favorable en début de saison. Selon les derniers résultats de l'enquête de fréquentation hôtelière de l'Insee, le taux d'occupation des hôtels affiche un repli de 4 points sur un an à fin novembre 2010. Parallèlement, le nombre de nuitées se réduit de 20 % par rapport à novembre 2009. La durée moyenne de séjour demeure quand à elle stable entre novembre 2009 et novembre 2010 (-0,1 jour). Toutefois, les prévisions pour la haute saison laissent présager une amélioration de la situation compte tenu du niveau des réservations.

Evolution de la fréquentation touristique en cumul annuel



Evolution de l'activité de l'hôtellerie



ACTUALITE REGIONALE

Hausse des prix de l'énergie

Conformément au décret du 8 novembre 2010 réglementant l'évolution du prix des produits pétroliers en fonction des cours durant le mois qui précède, le prix du super sans plomb et du gasoil sont fixés respectivement à 1,43€/L et 1,19€/L (en hausse respective de 4 centimes et 5 centimes). Le prix de la bouteille de gaz passe à 24,67 €, en hausse de 2,18 €. Ces modifications sont entrées en vigueur le 1er février 2011.

Collectivité unique

Le Conseil des Ministres du 26 janvier dernier a approuvé la proposition de loi portant création d'une collectivité unique en Martinique (et en Guyane) avant le 31 janvier 2012. Le projet de loi doit désormais faire l'objet d'un débat parlementaire.

Aide au voyage

Depuis le 14 janvier, le dispositif d'Aide au Voyage (AVA), inscrit dans la loi de continuité territoriale, a enregistré le dépôt de près de 3 500 dossiers en moins d'une semaine. Il s'agit d'un droit ouvert à toute personne dont le quotient familial est inférieur à 11 720 €, et qui permet l'obtention d'une subvention allant de 210 à 350 € sur l'achat d'un billet d'avion vers la métropole (soit environ 50 % du prix d'un billet en basse saison). Alors qu'il avait été suspendu en 2007, ce dispositif fait désormais partie des missions de la LADOM (L'Agence de l'Outre Mer pour la Mobilité).

INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var.% mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- décembre 2010	124,1	+0,7 %	+1,7 %
Chômage <i>(source : DDTEFP)</i>	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- décembre 2010	40 272	-0,3 %	+1,9 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- décembre 2010	24,4 %		+0,3 point
Allocation Chômage <i>(source : Pôle Emploi)</i>	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- décembre 2010	14 138	-1,4 %	-1,9 %
RMI <i>(source : CAF)</i>	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	-0,2 %	+0,7 %
Commerce extérieur <i>(source : Douanes)</i>	Importations (en M€)	- novembre 2010	250,9	+39,6 %	50,7 %
	Exportations (en M€)	- novembre 2010	30,4	-0,9 %	ns
	Taux de couverture mensuel:		12,1 %	-	+3 points
Grande distribution <i>(source : DRCCRF)</i>	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2010	63	+55,6 %	+9,0 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- décembre 2010	503,5		+9,5 %
Vulnérabilité des ménages <i>(source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaires	- décembre 2010	17 899	-1,4 %	-3,9 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- décembre 2010	6 183	-	+16,2 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(source : CCIM)</i>	Nombre de passagers	- décembre 2010	143 248	+29,5 %	+5,7 %
		- cumul annuel	1 556 678		+4,0 %
Trafic Maritime <i>(source : DD PAF)</i>	Nombre de croisiéristes	- décembre 2010	8 526	+0,2 %	-47,6 %
		- cumul annuel	74 156	-	+21,5 %
Construction <i>(source: Ciments antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)	- décembre 2010	16 796	-1,9 %	+6,1 %
		- cumul annuel	200 189		-0,3 %
Immatriculations <i>(source : AAA)</i>	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2010	1 510	+51,6 %	+32,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2010	171	+8,9 %	+9,6 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		12 124	-	-5,0 %

PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

ANNEE 2011	0,38%	JO du 03/02/11
ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
0,6967%	0,5777%	0,4902%	0,6672%

TIBEUR (Janvier 2011)

1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,7940%	1,0180%	1,2540%	1,5500%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
2,82%	3,05%	3,39%	3,50%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

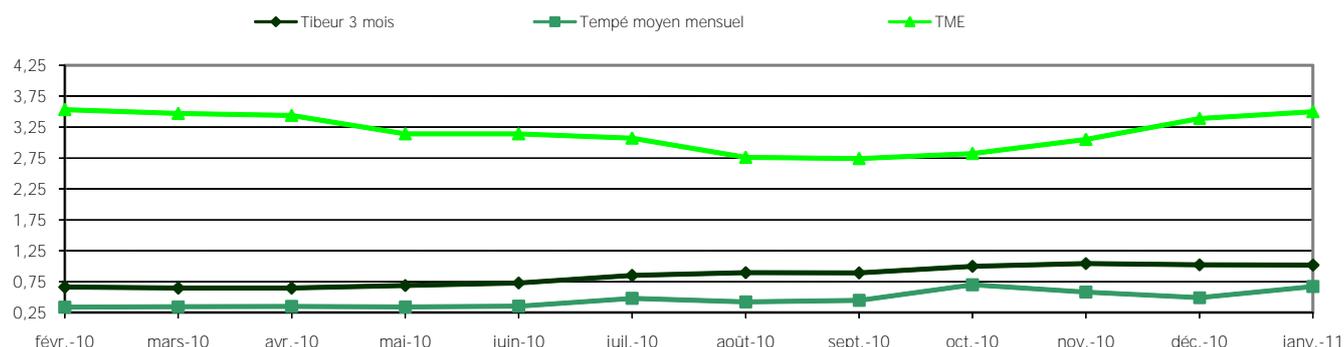
Octobre	Novembre	Décembre	Janvier
3,02%	3,25%	3,59%	3,70%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,51%			
Prêts à taux variable		4,96%			
Prêts relais		5,88%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,31%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,67%	Découverts en compte (1)		13,77%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		7,77%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

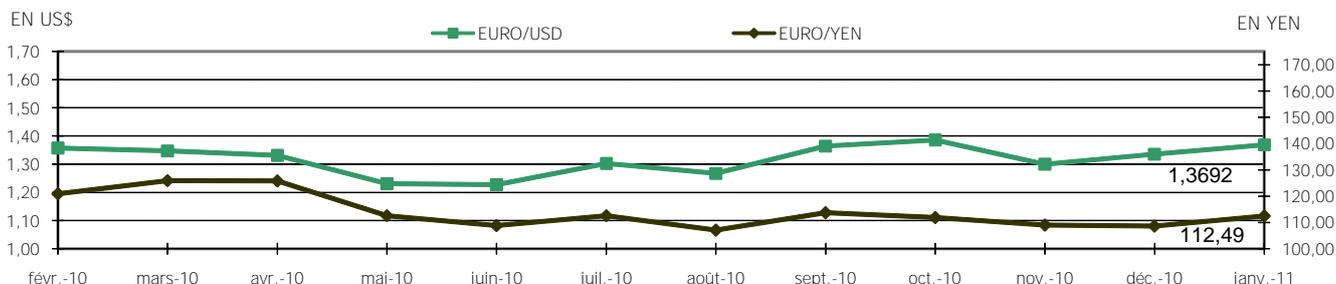
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3692	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8458	EURO/SRD (Surinam)	4,49790
EURO/JPY (Japon)	112,4900	EURO/BWP (Botswana)	9,20320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,43980
EURO/CAD (Canada)	1,3679	EURO/SCR (Seychelles)	16,6915	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0443
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86090	EURO/MUR (Maurice)	40,4470	EURO/BBD (La Barbade)	2,72600
EURO/SGD (Singapour)	1,7534	EURO/BRL (Brésil)	2,2962	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,72320
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,6762	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,85370	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2807,78	EURO/XCD (Dominique)	3,6801	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA
 Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1 bd du Général de Gaulle - BP 512 - 97206 Fort-de-France
 Achievé d'imprimer le 4 février 2011 - Dépôt légal : février 2011 - ISSN 1240 -3822